
Publié le: 21-03-2006
Source: Portal Europe



Je voudrais d'abord vous dire combien j'ai été heureux de retrouver mon ami, le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la République de Bulgarie, M. Ivailo Kalfin, pour sa première visite officielle en France.

Cet entretien nous a permis de faire le point sur nos relations bilatérales. J'ai pu rappeler notre soutien à la Bulgarie dans la perspective de son adhésion prochaine à l'Union européenne, notamment à travers les programmes européens de reprise de l'acquis communautaire. À cet égard, nous avons une très bonne coopération bilatérale, en particulier dans les domaines de la justice et des affaires intérieures qui constituent, comme vous le savez, des secteurs critiques identifiés par la Commission européenne. Nous espérons que la Bulgarie pourra combler ses difficultés dans ces domaines en poursuivant les efforts qui ont déjà été engagés et nous l'y aidons pour que son adhésion soit effective en janvier 2007. C'est essentiel car, sur ces points, le rapport de suivi que la Commission européenne publiera à la mi-mai sera déterminant. Mais nous ne doutons pas de la capacité de la Bulgarie à poursuivre les réformes nécessaires dans cette optique.

Nous souhaitons même que nos contacts bilatéraux s'intensifient dans le but de mieux collaborer, demain, au sein des institutions européennes.

Nous avons bien sûr, vous vous en doutez, évoqué la question des infirmières bulgares emprisonnées en Libye. La France, avec l'ensemble des pays de l'Union européenne, est totalement solidaire de la Bulgarie ; il faut l'être. Il faut travailler ensemble et c'est ce que nous faisons pour aboutir à la libération des infirmières bulgares et du médecin palestinien.

Notre action est animée par un double esprit de solidarité ; d'abord à l'égard de vos compatriotes emprisonnés bien sûr et parallèlement à l'égard des enfants innocents et malades. Des enfants atteints du sida sont arrivés, comme vous le savez, le 27 février en France, à Paris, pour y être soignés, d'autres suivront.

Nous espérons pouvoir contribuer, Monsieur le vice-Premier ministre, cher Ami, par ce geste humanitaire, à atténuer la douleur engendrée par ce terrible fléau et nous espérons ainsi contribuer à avancer la date de la libération de vos chères infirmières.

Q – (À propos de l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne)

R- Nous attendons le rapport de la Commission européenne qui sera rendu public en mai. Nous suivrons

bien sûr son avis. En attendant, je peux vous dire que les procédures administratives pour la ratification par la France du Traité d'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie sont déjà engagées pour que nous soyons prêts le moment venu. Je peux donc vous assurer que la France ratifiera le traité en temps utile, et comme je vous l'ai dit, j'attends le rapport de la Commission.